



Tout le monde veut monter dans le BRICS Express

L'Eurasie est sur le point de devenir beaucoup plus grande, car les pays font la queue pour rejoindre les BRICS et l'OCS dirigés par la Chine et la Russie, au détriment de l'Occident.

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 28 octobre 2022

Région : [Asie](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Économie](#)

Commençons par ce qui est en fait une histoire de commerce du Sud global entre deux membres de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Au cœur de cette histoire se trouve le déjà célèbre drone Shahed-136 – ou Geranium-2 dans sa dénomination russe : le AK-47 de la guerre aérienne postmoderne.

Les États-Unis, dans une nouvelle crise d'hystérie pleine d'ironie, ont accusé Téhéran d'armer les forces armées russes. Pour Téhéran comme pour Moscou, le drone superstar, d'un bon rapport qualité-prix et terriblement efficace, lâché sur le champ de bataille ukrainien, est un secret d'État : son déploiement a suscité une avalanche de démentis des deux côtés. Qu'il s'agisse de drones [fabriqués en Iran](#), ou que la conception ait été achetée et la fabrication effectuée en Russie (l'option réaliste), cela n'a aucune importance.

L'histoire montre que les États-Unis arment l'Ukraine jusqu'au bout contre la Russie. L'Empire est un combattant de facto par le biais d'un ensemble de « consultants », de conseillers, de formateurs, de mercenaires, d'armes lourdes, de munitions, de renseignements par satellite et de guerre électronique. Et pourtant, les responsables impériaux jurent qu'ils ne participent pas à la guerre. Une fois de plus, ils mentent.

Bienvenue dans un autre exemple graphique de « l'ordre international basé sur des règles » à l'œuvre. L'hégémon décide toujours quelles règles s'appliquent, et quand. Quiconque s'y oppose est un ennemi de la « liberté », de la « démocratie », ou de toute autre platitude du jour, et doit être – quoi d'autre – puni par des sanctions arbitraires.

Dans le cas de l'Iran, sanctionné jusqu'à l'oubli, le résultat a été, depuis des décennies, une nouvelle série de sanctions. C'est sans importance. Ce qui importe, c'est que, selon le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), pas moins de 22 pays – et ce n'est pas fini – [se joignent à la file d'attente](#) parce qu'ils veulent aussi entrer dans la danse du Shahed.

Même le leader de la révolution islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, s'est joint à la mêlée, expliquant que le Shahed-136 n'est pas du photoshop.

La course vers le BRICS+

Ce que le nouveau train de sanctions contre l'Iran a réellement « accompli », c'est de porter un coup supplémentaire à la signature de plus en plus problématique de l'accord nucléaire relancé à Vienne. Une plus grande quantité de pétrole iranien sur le marché soulagerait en

fait la situation difficile dans laquelle se trouve Washington après la récente rebuffade épique de l'OPEP+.

Un impératif catégorique demeure cependant. L'iranophobie – tout comme la russophobie – prévaut toujours pour les partisans straussiens/néocons de la guerre en charge de la politique étrangère américaine et leurs vassaux européens.

Nous assistons donc à une nouvelle escalade hostile dans les relations Iran-États-Unis et Iran-UE, la junte non élue de Bruxelles ayant également sanctionné le fabricant Shahed Aviation Industries et trois généraux iraniens.

Comparez maintenant cela avec le sort du drone turc Bayraktar TB2 – qui, contrairement aux « fleurs dans le ciel » (les géraniums de la Russie), s'est lamentablement comporté sur le champ de bataille.

Kiev a essayé de convaincre les Turcs d'utiliser une usine d'armement de Motor Sich en Ukraine ou de créer une nouvelle entreprise en Transcarpathie/Lviv pour construire les Bayraktar. Le président oligarque de Motor Sich, Viatcheslav Boguslayev, âgé de 84 ans, a été accusé de trahison en raison de ses liens avec la Russie, et pourrait être échangé contre des prisonniers de guerre ukrainiens.

En fin de compte, l'accord a échoué en raison de l'enthousiasme exceptionnel d'Ankara à travailler à l'établissement d'un [nouveau hub de gaz en Turquie](#) – une suggestion personnelle du président russe Vladimir Poutine à son homologue turc Recep Tayyip Erdogan.

Et cela nous amène à l'interconnexion croissante entre les BRICS et le Conseil de coopération de Shanghai (OCS), composé de neuf membres, à laquelle ce cas de commerce militaire entre la Russie et l'Iran est inextricablement lié.

L'OCS, dirigée par la Chine et la Russie, est une institution paneurasienne axée à l'origine sur la lutte contre le terrorisme, mais désormais de plus en plus orientée vers la coopération géoéconomique – et géopolitique. Les BRICS, dirigés par la triade Russie, Inde et Chine, chevauchent l'agenda de l'OCS sur le plan géoéconomique et géopolitique, en l'étendant à l'Afrique, à l'Amérique latine et au-delà : c'est le concept de BRICS+, analysé en détail dans un récent [rapport du Club Valdai](#), et pleinement adopté par le partenariat stratégique Russie-Chine.

Le rapport pèse le pour et le contre de trois scénarios impliquant des candidats BRICS+ possibles et à venir :

Premièrement, les nations qui ont été invitées par Pékin à participer au sommet des BRICS de 2017 (Égypte, Kenya, Mexique, Thaïlande, Tadjikistan).

Deuxièmement, les nations qui ont participé à la réunion des ministres des Affaires étrangères des BRICS en mai de cette année (Argentine, Égypte, Indonésie, Kazakhstan, Nigeria, Émirats arabes unis, Arabie saoudite, Sénégal, Thaïlande).

Troisièmement, les principales économies du G20 (Argentine, Indonésie, Mexique, Arabie saoudite, Turquie).

Et puis il y a l'Iran, qui a déjà [manifesté son intérêt](#) pour l'adhésion aux BRICS.

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a récemment confirmé que « plusieurs pays » mouraient d'envie de rejoindre les BRICS. Parmi eux, un acteur crucial de l'Asie occidentale : [l'Arabie saoudite](#).

Ce qui rend la chose encore plus étonnante, c'est qu'il y a seulement trois ans, sous l'administration de l'ancien président américain Donald Trump, le prince héritier Mohammed ben Salmane (MbS) – le dirigeant de fait du royaume – était absolument déterminé à rejoindre une sorte d'[OTAN arabe](#) en tant qu'allié impérial privilégié.

Des sources diplomatiques confirment que dès le lendemain du retrait des États-Unis d'Afghanistan, les envoyés de MbS ont commencé à négocier sérieusement avec Moscou et Pékin.

En supposant que les BRICS approuvent la candidature de Riyad en 2023 par le consensus nécessaire, on peut à peine imaginer ses conséquences bouleversantes pour le pétrodollar. Dans le même temps, il est important de ne pas sous-estimer la capacité des contrôleurs de la politique étrangère américaine à faire des ravages.

La seule raison pour laquelle Washington tolère le régime de Riyad est le pétrodollar. Les Saoudiens ne peuvent pas être autorisés à mener une politique étrangère indépendante et véritablement souveraine. Si cela se produit, le réalignement géopolitique ne concernera pas seulement l'Arabie saoudite mais l'ensemble du Golfe Persique.

Or, cela est de plus en plus probable après que l'OPEP+ a choisi de facto la voie des BRICS/SCO dirigée par la Russie et la Chine – dans ce qui peut être interprété comme un préambule « doux » à la fin du pétrodollar.

La triade Riyad-Téhéran-Ankara

L'Iran a fait connaître son intérêt pour l'adhésion aux BRICS avant même l'Arabie saoudite. Selon des sources diplomatiques du golfe Persique, ils sont déjà engagés dans un canal quelque peu secret via l'Irak pour tenter de se mettre d'accord. La Turquie suivra bientôt – certainement au sein des BRICS et peut-être de l'OCS, où Ankara a actuellement le statut d'observateur extrêmement intéressé.

Imaginez maintenant cette triade – Riyad, Téhéran, Ankara – étroitement liée à la Russie, à l'Inde, à la Chine (le noyau actuel des BRICS), et éventuellement à l'OCS, où l'Iran est encore la seule nation d'Asie occidentale à être intronisée comme membre à part entière.

Le coup stratégique porté à l'Empire sera sans commune mesure. Les discussions menant aux BRICS+ se concentrent sur la voie difficile vers une monnaie mondiale adossée aux matières premières, capable de contourner la primauté du dollar américain.

Plusieurs étapes interconnectées indiquent une symbiose croissante entre les BRICS+ et l'OCS. Les États membres de cette dernière ont déjà convenu d'une feuille de route pour augmenter progressivement les échanges en monnaies nationales dans les règlements mutuels.

La State Bank of India – le principal prêteur du pays – ouvre des comptes spéciaux en roupies pour les échanges liés à la Russie.

Le gaz naturel russe à destination de la Turquie sera payé à 25% en roubles et en liras

turques, sans oublier le rabais de 25% qu'Erdogan a personnellement demandé à Poutine.

La banque russe VTB a lancé des transferts d'argent vers la Chine en yuan, en contournant SWIFT, tandis que la Sberbank a commencé à prêter de l'argent en yuan. Gazprom, le géant russe de l'énergie, a convenu avec la Chine que les paiements des livraisons de gaz se feraient en roubles et en yuans, à parts égales.

L'Iran et la Russie unifient leurs systèmes bancaires pour les échanges en roubles/rials.

La Banque centrale d'Égypte s'apprête à établir un indice pour la livre - par le biais d'un groupe de monnaies et de l'or - afin [d'éloigner la monnaie nationale du dollar américain](#).

Et puis il y a la saga de TurkStream.

Ce don de hub de gaz

Depuis des années, Ankara tente de se positionner comme une plaque tournante privilégiée du gaz entre l'Est et l'Ouest. Après le [sabotage de Nord Stream](#), Poutine lui a offert un cadeau sur un plateau en proposant à la Turquie d'augmenter les livraisons de gaz russe à l'UE via cette plateforme. Le ministère turc de l'Énergie a déclaré qu'Ankara et Moscou étaient déjà parvenus à un accord de principe.

Dans la pratique, cela signifie que la Turquie contrôlera le flux de gaz vers l'Europe en provenance non seulement de la Russie, mais aussi de l'Azerbaïdjan et d'une grande partie de l'Asie occidentale, y compris peut-être l'Iran, ainsi que de la Libye, dans le nord-est de l'Afrique. Des terminaux GNL en Égypte, en Grèce et en Turquie même pourraient compléter le réseau.

Le gaz russe est acheminé par les gazoducs TurkStream et Blue Stream. La capacité totale des gazoducs russes est de 39 milliards de mètres cubes par an.



Carte de la route du gaz russe via la Turquie.

TurkStream était initialement prévu comme un gazoduc à quatre brins, avec une capacité

nominale de 63 millions de mètres cubes par an. À l'heure actuelle, seuls deux brins – d'une capacité totale de 31,5 milliards de mètres cubes – ont été construits.

En théorie, une extension est donc plus que possible – avec tout l'équipement fabriqué en Russie. Le problème, une fois de plus, est la pose des tuyaux. Les navires nécessaires appartiennent au groupe suisse Allseas – et la Suisse fait partie de la folie des sanctions. Dans la mer Baltique, des navires russes ont été utilisés pour terminer la construction de Nord Stream 2. Mais pour une extension de TurkStream, ils devraient opérer beaucoup plus profondément dans l'océan.

TurkStream ne serait pas en mesure de remplacer complètement Nord Stream ; il transporte des volumes beaucoup plus faibles. L'avantage pour la Russie est de ne pas être écartée du marché européen. De toute évidence, Gazprom ne s'attaquerait à l'investissement substantiel que représente l'extension du gazoduc que s'il existe des garanties irréfutables quant à sa sécurité. Et il y a l'inconvénient supplémentaire que l'extension transporterait également du gaz provenant des concurrents de la Russie.

Quoi qu'il arrive, il n'en reste pas moins que le combo américano-britannique exerce toujours une grande influence en Turquie – et BP, Exxon Mobil et Shell, par exemple, sont des acteurs de pratiquement tous les projets d'extraction pétrolière en Asie occidentale. Ils interviendraient donc certainement dans le fonctionnement de la plateforme gazière turque, ainsi que dans la détermination du prix du gaz. Moscou doit peser toutes ces variables avant de s'engager dans un tel projet.

L'OTAN, bien sûr, sera livide. Mais ne sous-estimez jamais le spécialiste des paris spéculatifs, le sultan Erdogan. Son histoire d'amour avec les BRICS et l'OCS ne fait que commencer.

Pepe Escobar

Article original en anglais :



[Everybody Wants to Hop on the BRICS Express, "Bypassing the US Dollar"](#) By [Pepe Escobar](#), October 28, 2022

Cet article en anglais a été publié initialement par [The Cradle](#)

Traduction : [Réseau International](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Pepe Escobar](#), Mondialisation.ca, 2022

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca